



Ministère du Développement, de l'Investissement
et de la Coopération Internationale



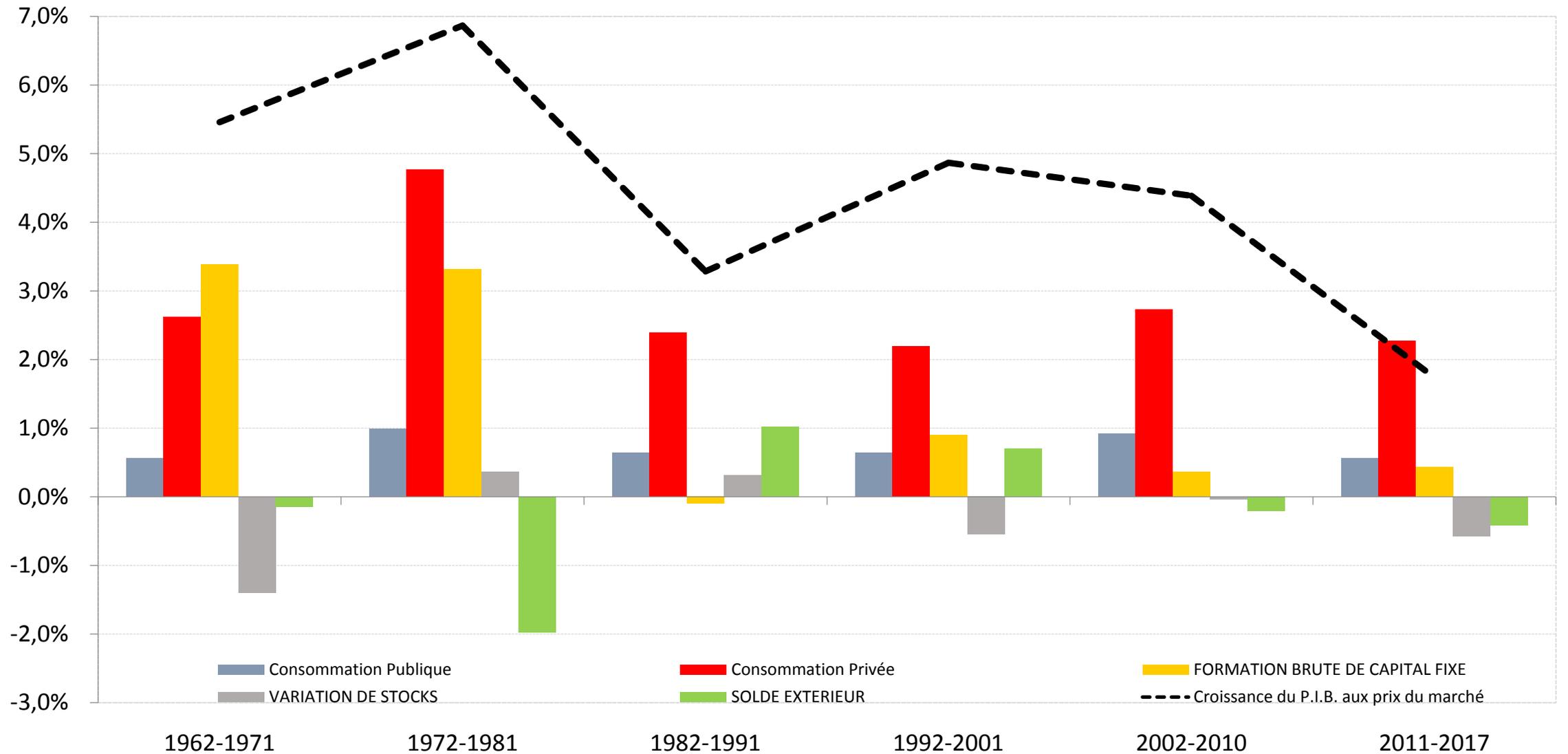
Institut Tunisien de la Compétitivité
et des Études Quantitatives

Transformation structurelle et qualité des institutions

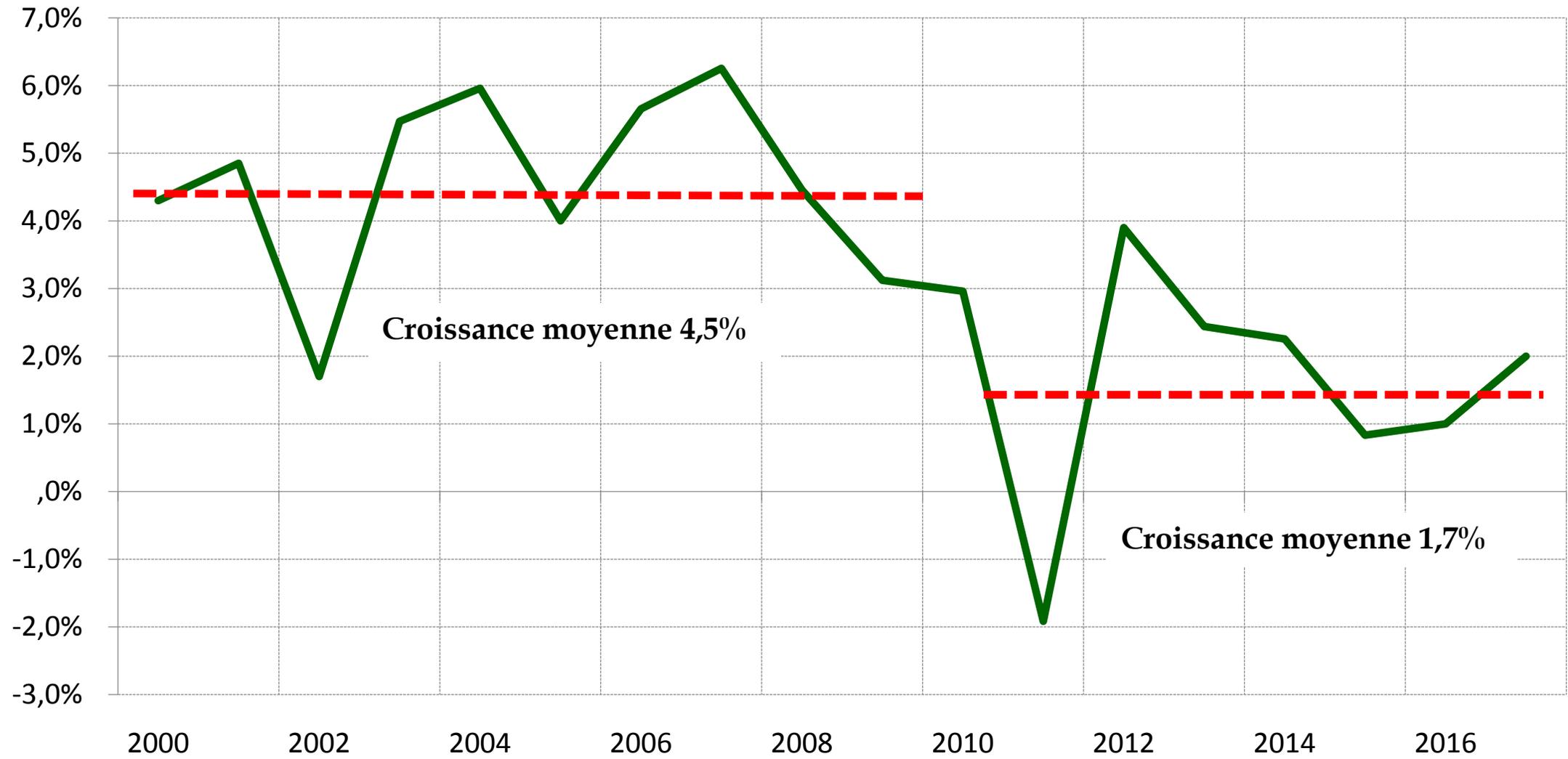
*Commission économique pour l'Afrique
Réunion ad-hoc d'experts
Rabat, 26-27 septembre 2018*

Belgacem AYED et Zouhair El Kadhi

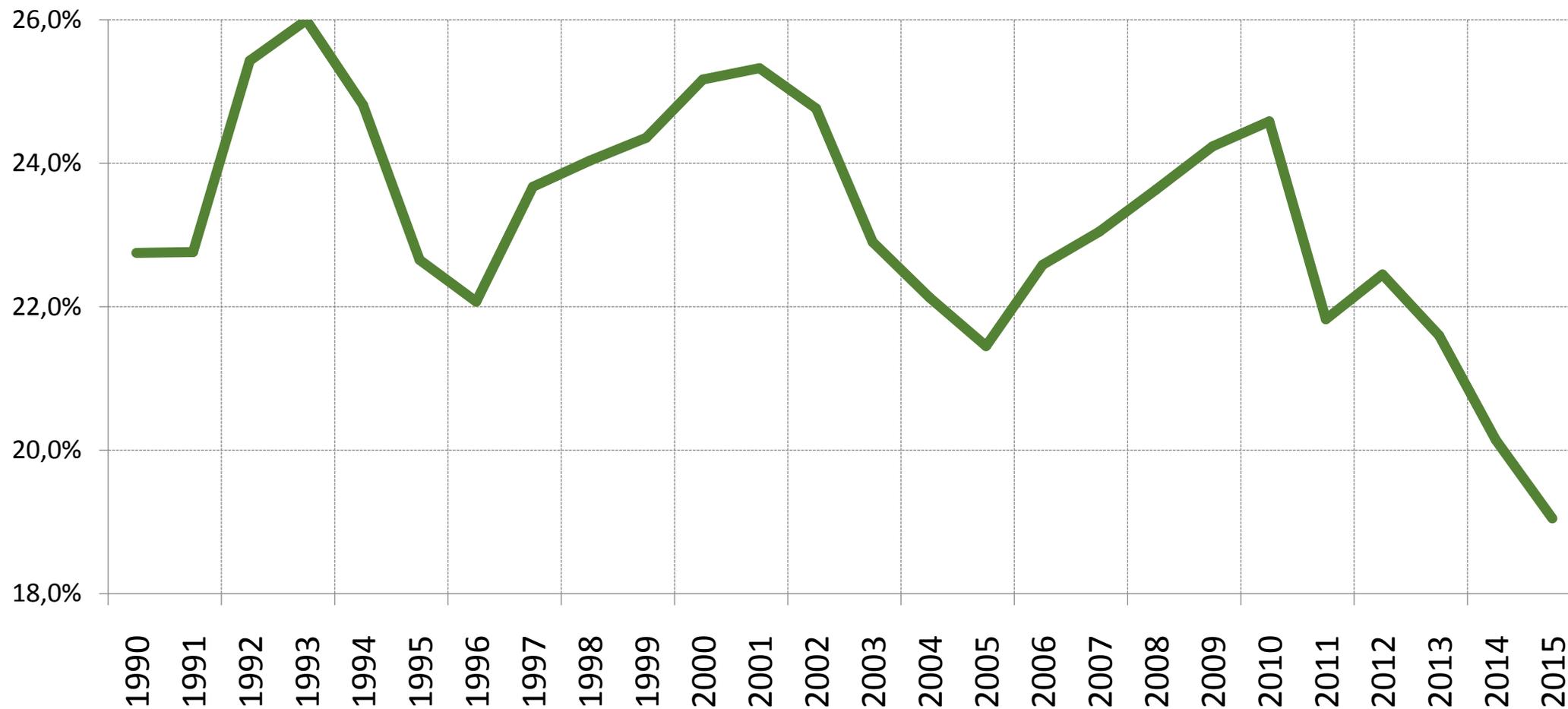
Les sources de la croissance



Une croissance économique relativement faible face aux défis



L'investissement est relativement faible en Tunisie. Il a encore chuté depuis 2011 pour atteindre en 2016 seulement 19% du PIB.

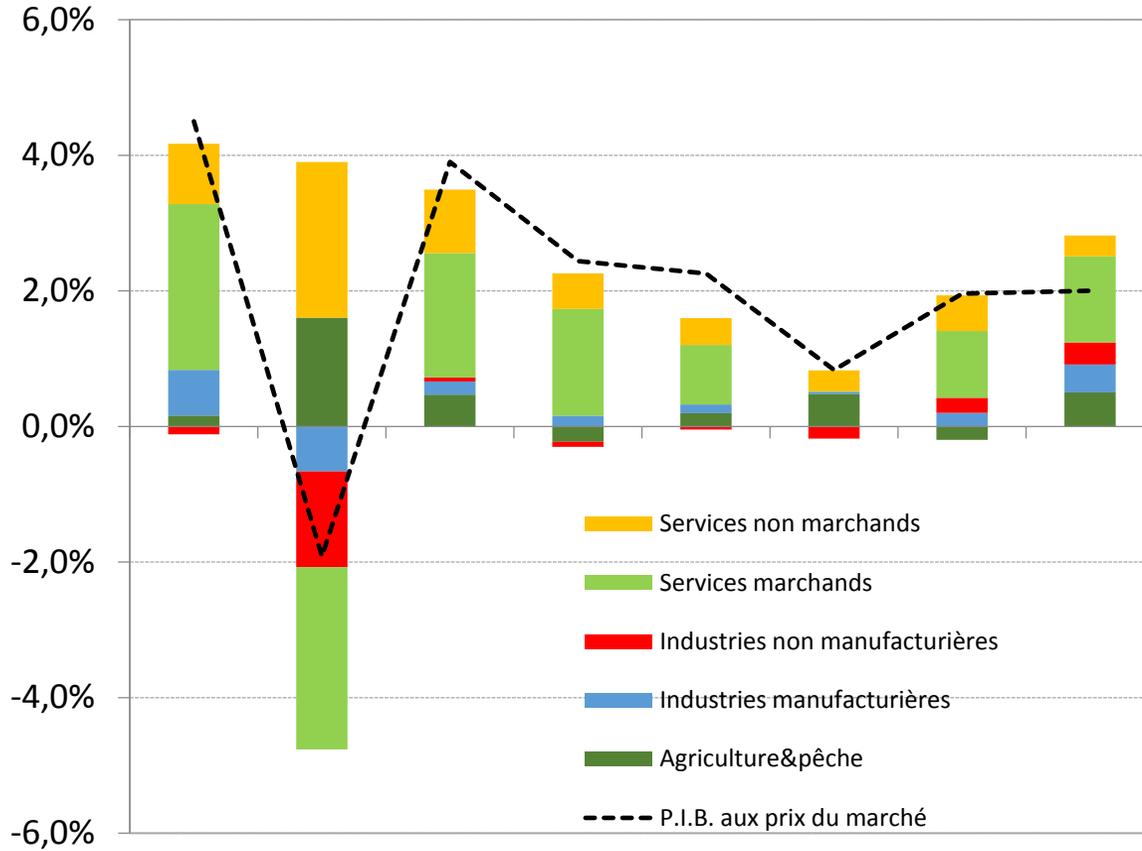


Une remarquable baisse de l'investissement privé et plus particulièrement dans l'industrie manufacturière

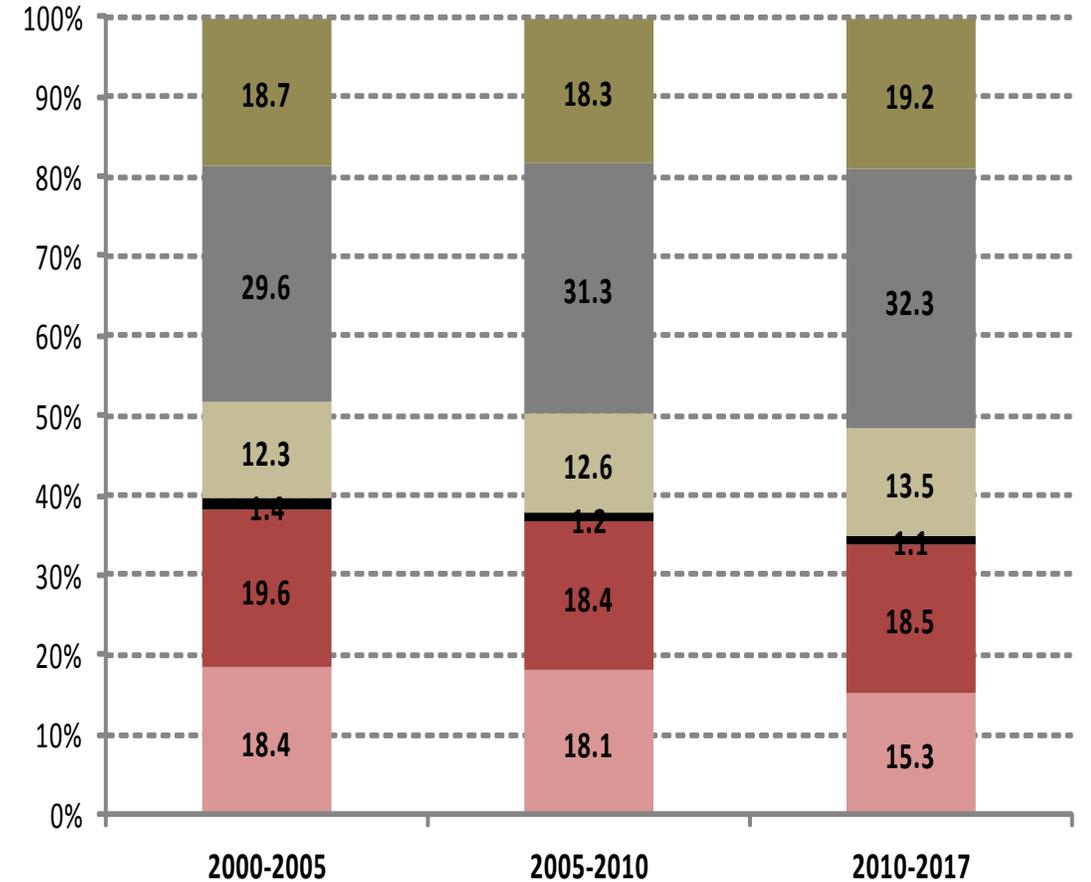
Formation brute de capital fixe (FBCF)	2000 (en % du PIB)	2010 (en % du PIB)	2016 (en % du PIB)	Écart 2010-16 (points de pourcentage de PIB)
FBCF totale	25.2	24.6	19.2	-5.4
FBCF de sociétés non-financières dont :	14.0	12.2	8.8	-3.4
Privées	9.5	8.1	6.0	-2.0
Publiques	4.5	4.1	2.8	-1.3
FBCF de certains secteurs :				
Pétrole, gaz naturel et produits bitumeux	0.9	3.0	1.5	-1.5
Industries manufacturières	3.1	3.2	2.0	-1.2
Textile, habillement et cuir	0.9	0.3	0.2	-0.1
Industries mécaniques et électriques	0.5	0.5	0.5	-0.1
Tourisme (hôtellerie et restauration)	1.1	0.7	0.3	-0.4
Transports	3.8	3.3	2.3	-1.0
Logement	3.6	4.0	3.5	-0.4

Une croissance économique tirée par les services

Contribution en pts de croissance



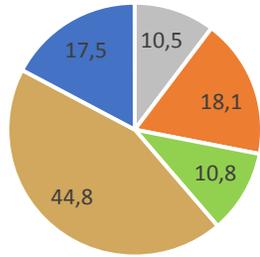
Contribution en %



moyenne 2000-2010

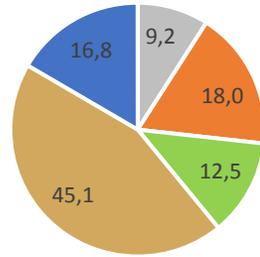
- Agriculture et pêche
- Industrie manufacturière
- Mines et énergie
- Bâtiments et travaux publics
- Services
- Education, Santé et services administratifs

Structure du PIB 2000-2005



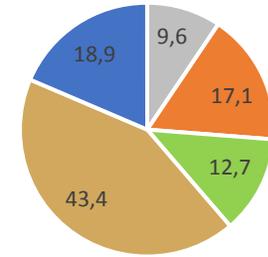
- Agriculture et pêche
- Industries manufacturières
- Industries non manufacturières
- Activités de services marchands
- Activités non marchands

Structure du PIB 2006-2010

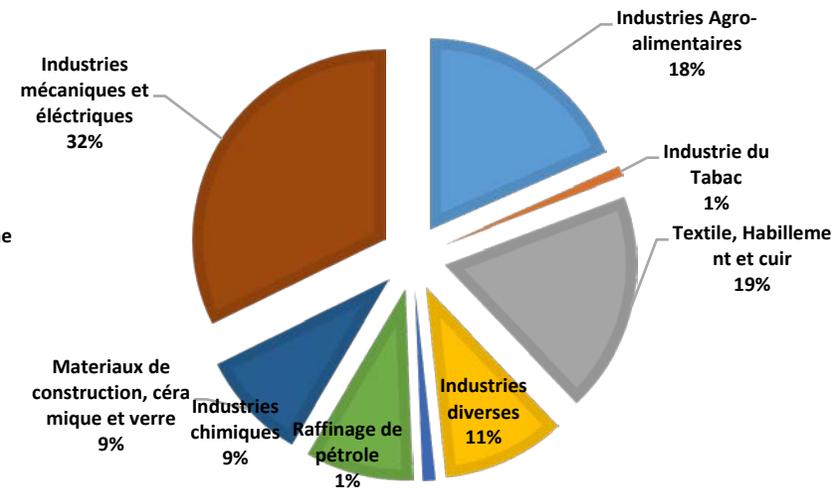
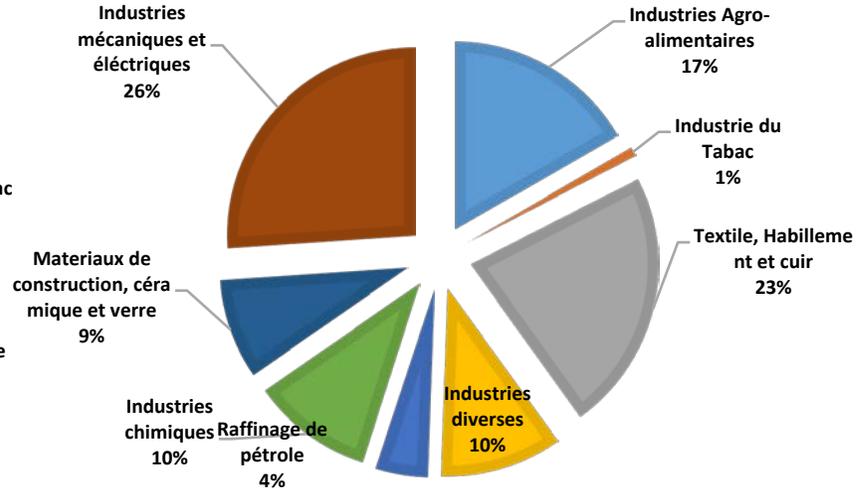
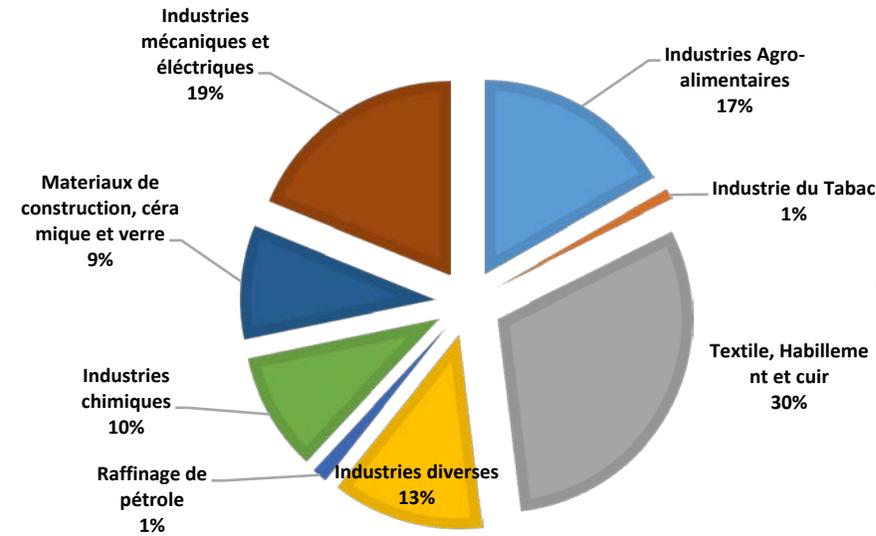


- Agriculture et pêche
- Industries manufacturières
- Industries non manufacturières
- Activités de services marchands
- Activités non marchands

Structure du PIB 2011-2016

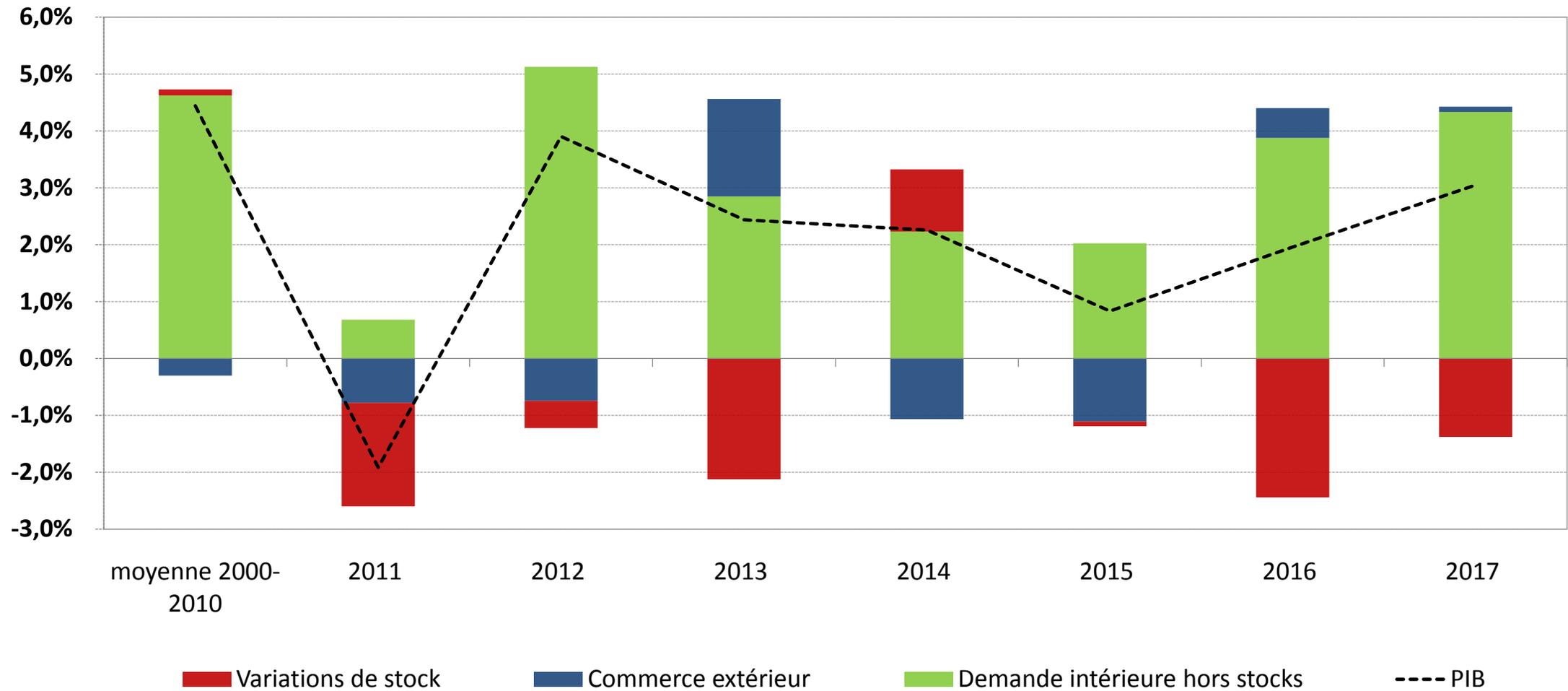


- Agriculture et pêche
- Industries manufacturières
- Industries non manufacturières
- Activités de services marchands
- Activités non marchands

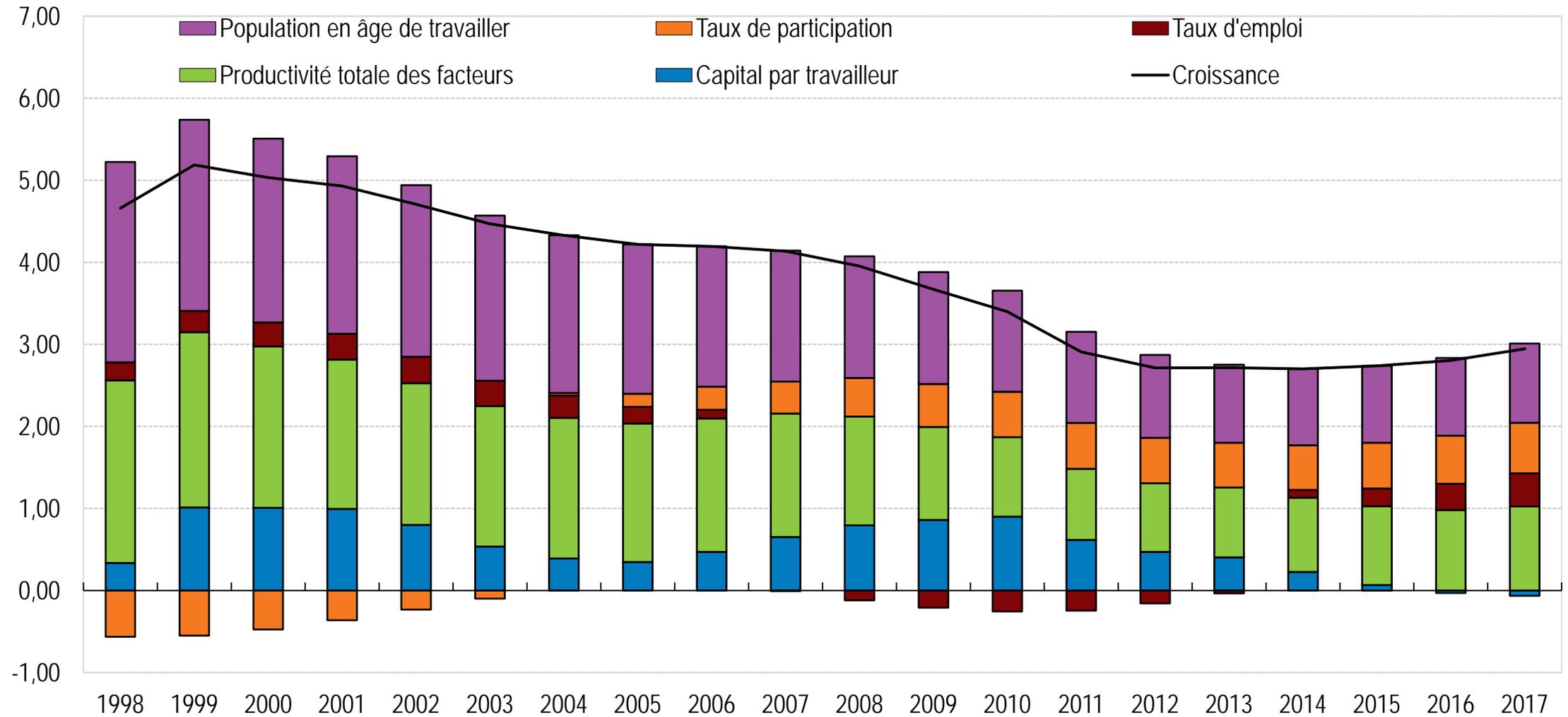


Du côté de la demande, la croissance est tirée par demande intérieure

Contribution des différentes composantes de la demande à la croissance

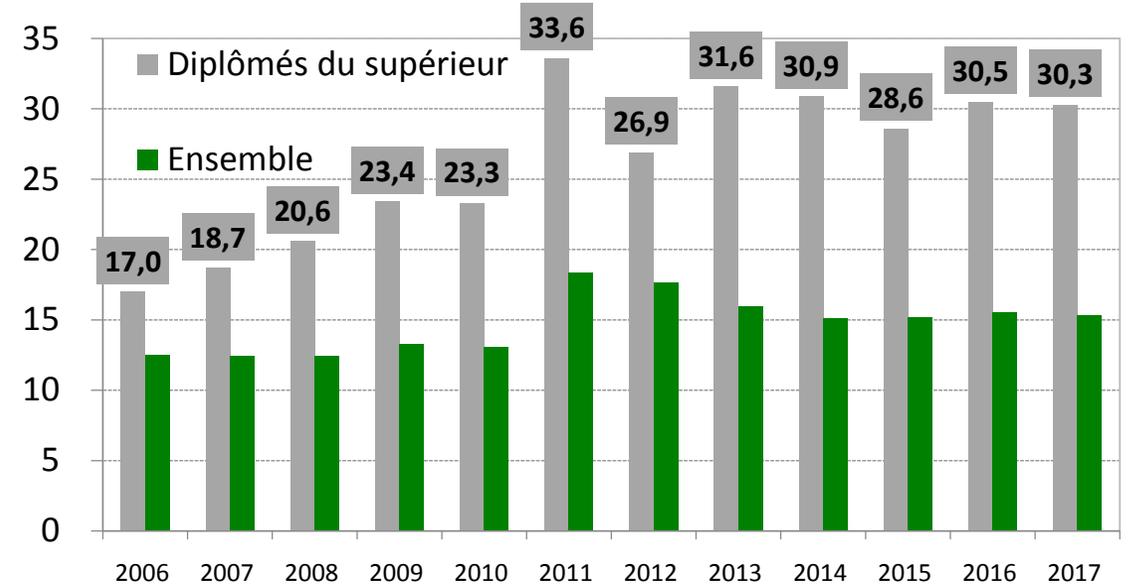
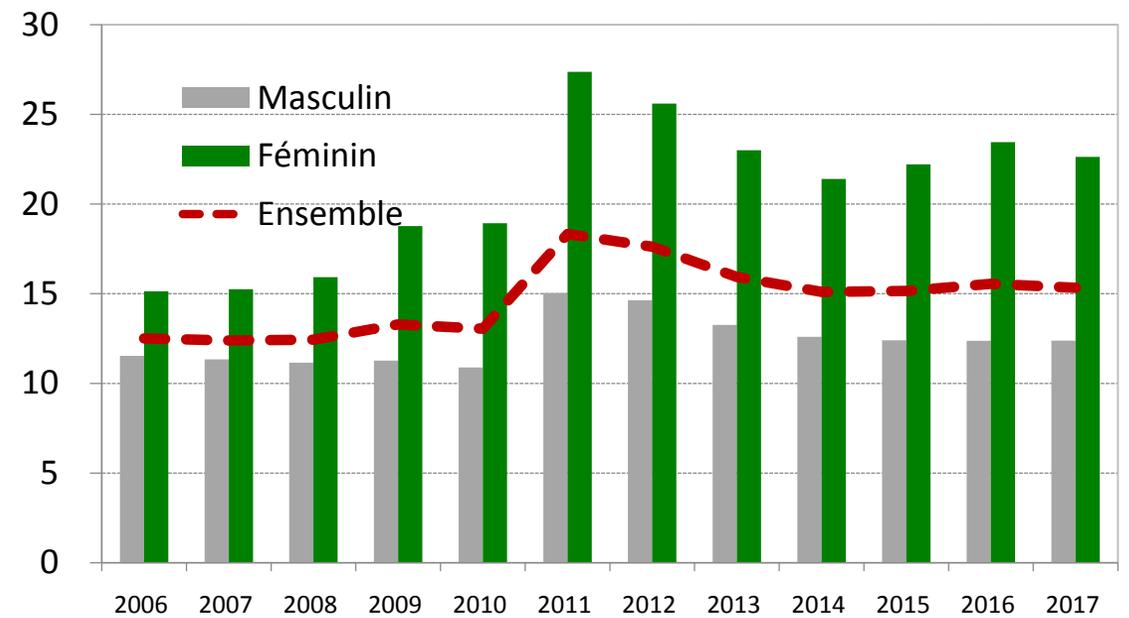
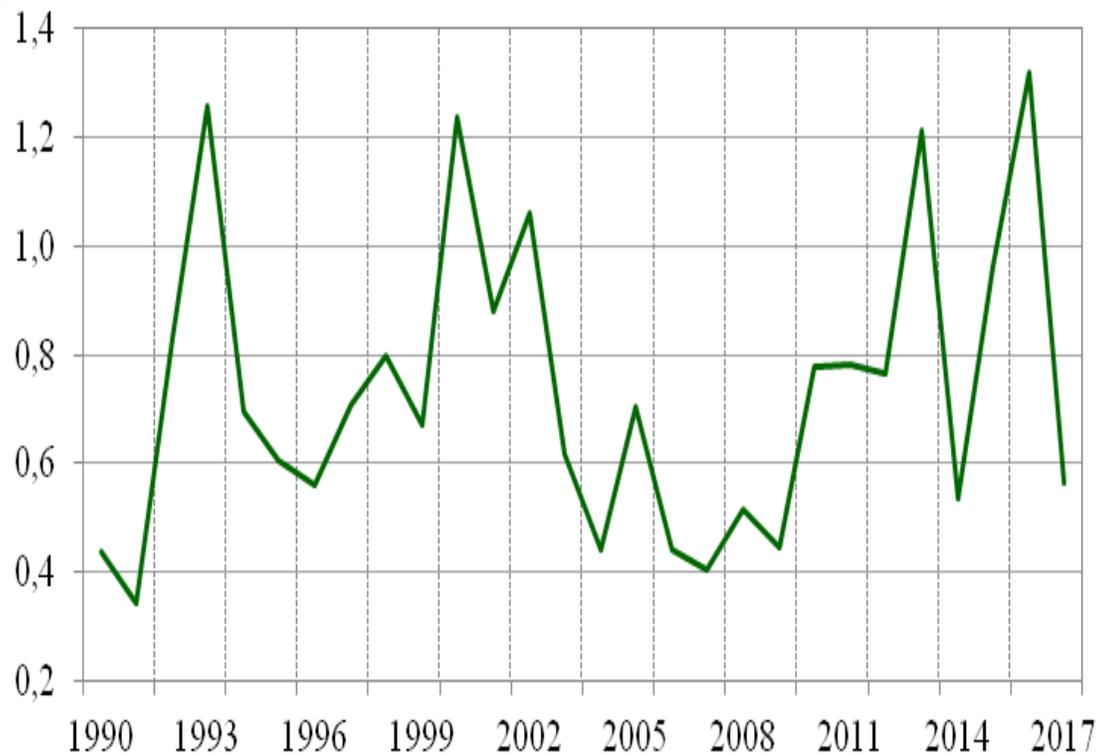


Décomposition de la croissance

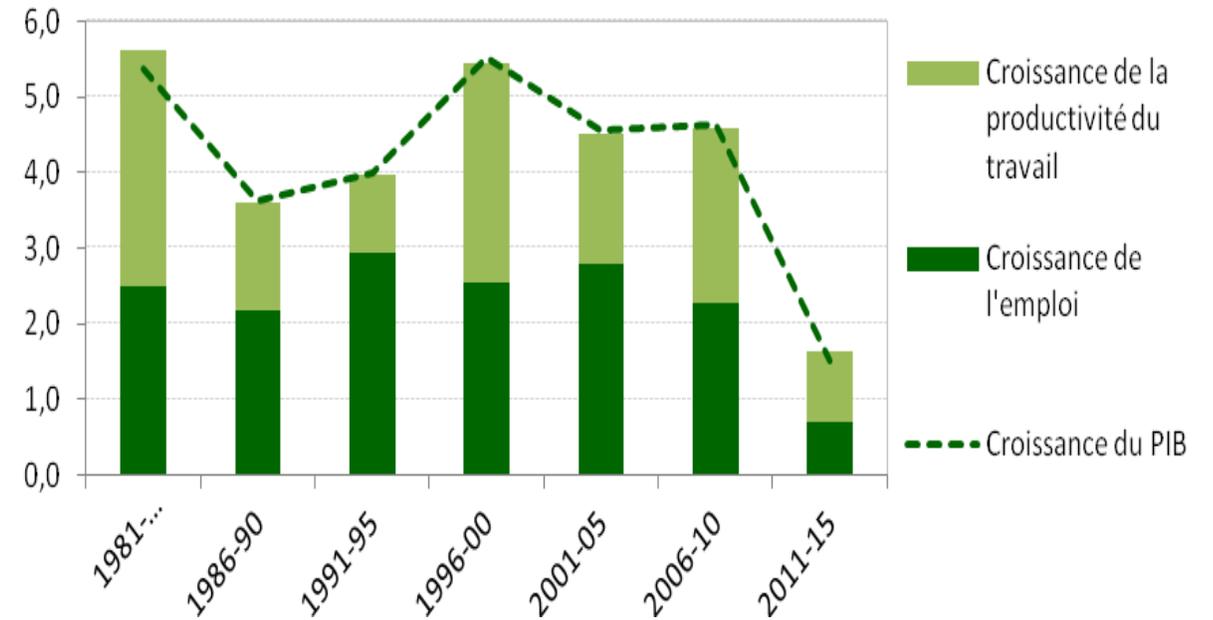


La croissance ne crée que trop peu d'emplois en Tunisie. En effet, le contenu en emploi de la croissance est pratiquement proche de zéro.

Contenu en emploi de la croissance

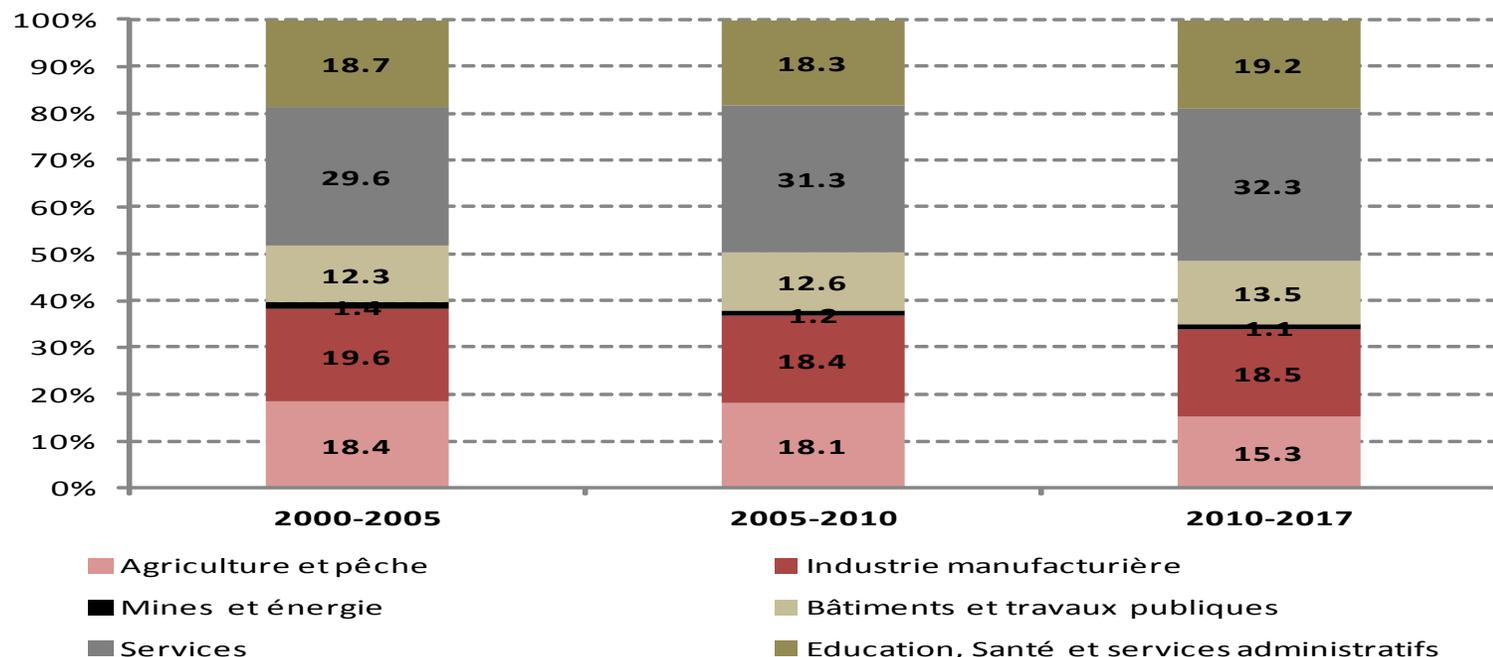


La faible productivité de la main d'œuvre reflète la structure de production de l'économie tunisienne qui est axée sur des activités à faible valeur ajoutée et intensives en emplois de faible qualité. En effet, 77 % de la main d'œuvre tunisienne est employée dans des secteurs à faible productivité.



	Agriculture et pêche	Industrie manufacturière	Mines et énergie	Bâtiment et travaux publics	Services marchands	Services non marchands	Total
Croissance de la productivité du travail							
2000-2005	-0,1%	0,8%	-0,6%	4,7%	0,8%	2,9%	1,7%
2005-2010	-3,9%	2,9%	1,6%	2,5%	3,5%	3,9%	2,2%
2010-2017	3,0%	0,3%	-7,0%	-1,1%	0,9%	2,4%	0,7%
Croissance de l'emploi							
2000-2005	1,4%	2,3%	-0,7%	0,5%	5,0%	3,1%	2,8%
2005-2010	3,8%	1,4%	-2,4%	2,5%	2,8%	1,4%	2,3%
2010-2017	-1,6%	1,4%	0,8%	1,8%	1,4%	1,5%	1,0%
Croissance économique							
2000-2005	1,4%	3,2%	-1,3%	5,1%	5,8%	6,0%	4,4%
2005-2010	-0,2%	4,3%	-0,9%	5,0%	6,3%	5,3%	4,5%
2010-2017	1,5%	1,7%	-6,2%	0,7%	2,3%	3,9%	1,6%
Elasticités emplois							
2000-2005	1,0	0,7	0,5	0,1	0,9	0,5	0,6
2005-2010	-19,0	0,3	2,7	0,5	0,4	0,3	0,5
2010-2017	-1,1	0,8	-0,1	2,6	0,6	0,4	0,6

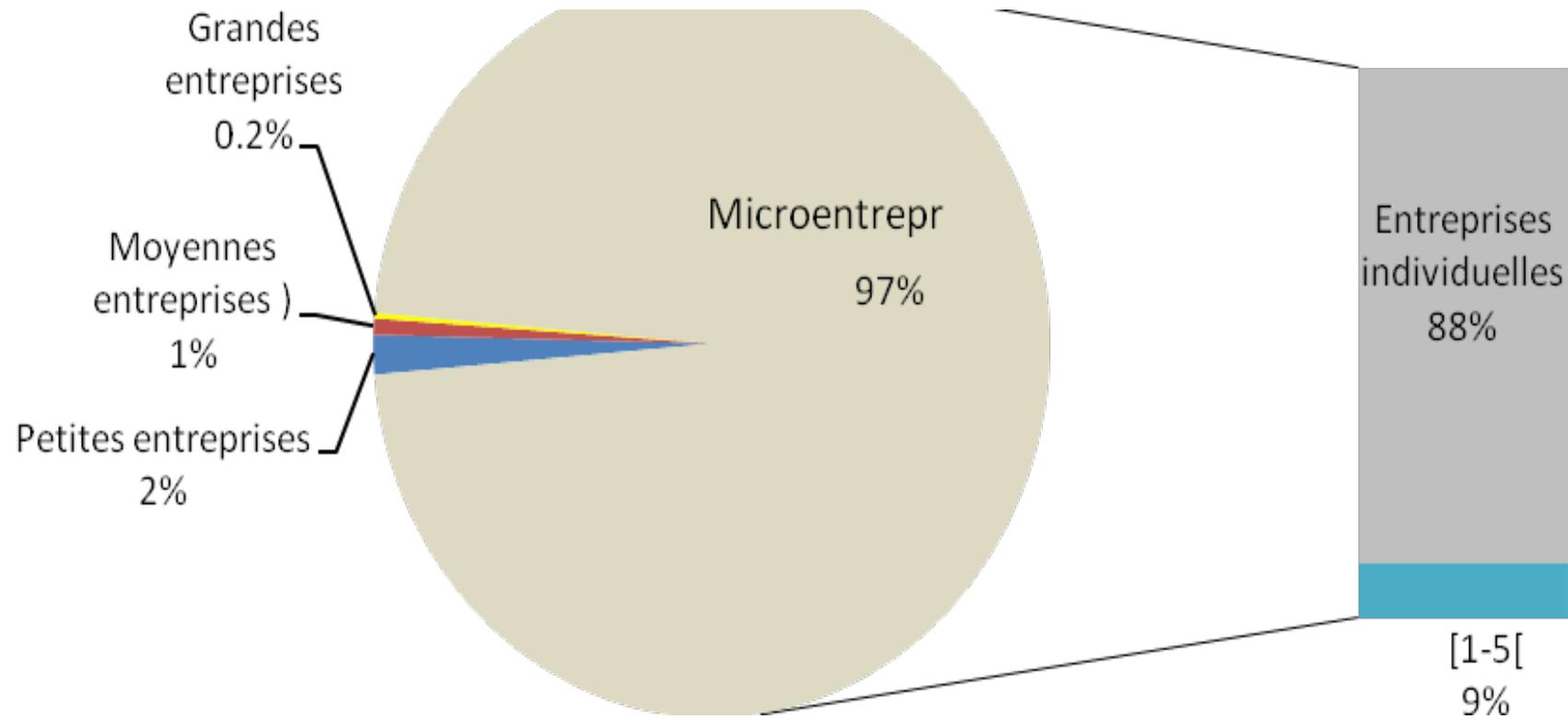
Répartition de la population occupée par secteur



Contribution sectorielle à la croissance de l'emploi

	Agriculture et pêche	Industrie manufacturière	Mines et énergie	Bâtiments et travaux publics	Services marchands	Services non marchands	Total
En taux de croissance							
2000-2005	0,3%	0,5%	0,0%	0,1%	1,5%	0,6%	2,8%
2006-2010	0,7%	0,3%	0,0%	0,3%	0,9%	0,3%	2,4%
2011-2017	-0,2%	0,3%	0,0%	0,2%	0,5%	0,3%	1,0%
En %							
2000-2005	9,4%	16,1%	-0,4%	2,0%	52,4%	20,5%	100%
2006-2010	29,0%	11,2%	-1,2%	13,1%	36,7%	11,2%	100%
2011-2017	-23,7%	26,1%	0,9%	23,5%	44,4%	28,8%	100%

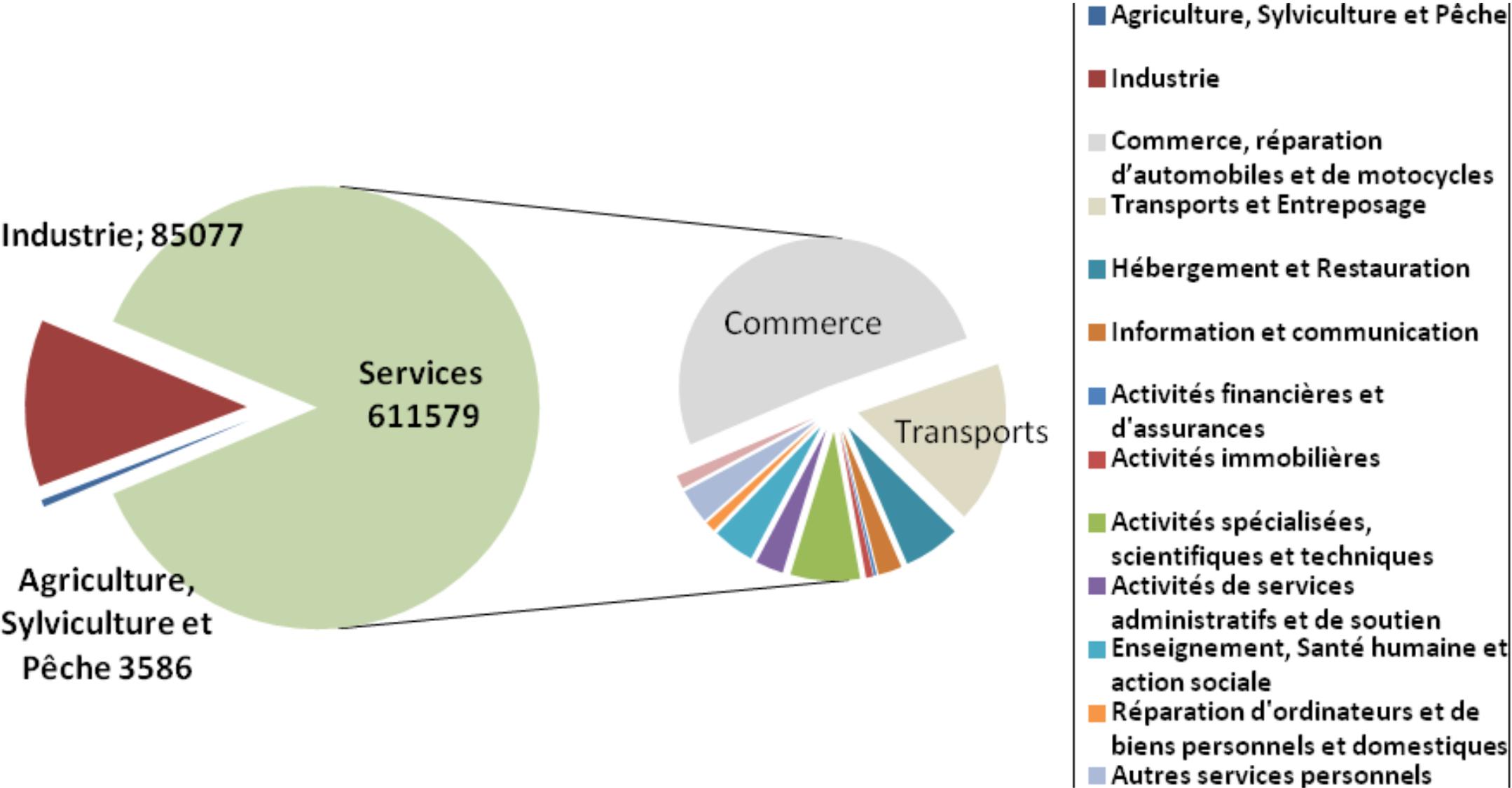
Un tissu économique dominé par des petites entreprises



Répartition des entreprises et des emplois par taille de l'entreprise

Taille de l'entreprise	Nombre d'entreprises		Nombre de salariés formels	
	Effectif	Part(%)	Effectif	Part(%)
Micro-entreprises [0-5]	720 639	97,4	116 880,9	11,7
Petites-entreprises [6-19]	12 521	1,7	118 498,2	11,8
Moyennes-entreprises [20-99]	5 184	0,7	220 091,6	22,0
Grandes-entreprises (>=100)	1 710	0,2	546 462,9	54,5
Total	740 054	100	1 001 933,6	100

Concentration des entreprises dans le secteur des services (83%)



Évolution annuelle du nombre d'entreprises et des salariés formels

		Entreprises			Salariés		
		[2000-2005]	[2006-2010]	[2011-2016]	[2000-2005]	[2006-2010]	[2011-2016]
Micro-entreprises [0-5]		5,0	4,6	3,7	-0,7	3,4	2,1
petites-entreprises [6-19]		1,3	4,0	1,1	1,2	3,8	1,0
Moyennes-entreprises [20-99]		1,0	3,1	0,2	1,1	3,1	0,2
Grandes-entreprises (>=100)		1,6	1,8	-0,9	2,8	3,8	-0,4

Évolution du nombre d'entreprises selon le secteur d'activité

	[2000-2005]	[2005-2010]	[2010-2016]	[2000-2005]	[2005-2010]	[2010-2016]
Agriculture, Sylviculture et Pêche	2,4	7,2	5,7	40	150	169
Industrie	3,4	4,2	2,9	1773	2653	2256
Industries manufacturières	3,3	4,2	3,0	1727	2582	2233
Industries non manufacturières	5,1	6,0	1,6	46	71	24
Services	5,1	4,6	3,7	18328	21098	21318
Commerce, réparation	3,8	3,7	3,2	7358	8559	8881
Autres services	6,5	5,6	4,2	10970	12539	12437

Décomposition de la production entre Marché domestique, exportation et Emploi

	Production	Marché domestique	Exportation		Emploi en 1000	en %
Textile, Habillement et cuir	100.0%	13.5%	86.5%		240	7.1
Industries mécaniques et électriques	100.0%	17.3%	82.7%		147.5	4.4
Services d'hôtellerie et de restauration	100.0%	54.3%	45.7%		117.9	3.5
Industries diverses	100.0%	56.5%	43.5%		84.5	2.5
Industries chimiques	100.0%	62.1%	37.9%		29.2	0.9
Industries Agro-alimentaires	100.0%	75.9%	24.1%		81.9	2.4
Ensemble de l'économie	100.0%	75.7%	24.3%		3386.3	20.7

Politiques publiques

Des incitations fiscales et financière (un nouveau code d'investissement en 2017)

Incitations fiscales

1. Développement régional

0 % (5 ans) + 10 % après (zone 1)

0 % (10 ans) + 10 % après (zone 2)

2. Agriculture et pêche, activité de première transformation et services liés.

0% (10 ans) + 10 % après (toute la république)

3. Artisanat

IS : 10%

IRPP : déduction 2/3

Si implantation dans une ZDR → avantages dev Régional

4. Exportation

IS : 10%

IRPP : déduction 2/3

Si implantation dans une ZDR → avantages dev Régional

5. Investissements de soutien :

IS : 10%

IRPP : déduction 2/3

Si implantation dans une ZDR → avantages dev Régional

6. Création : Autres secteurs (sauf liste négative)

- Abattement de l'assiette imposable pendant 3 ans (75%, 50%, 25%)
- Application du taux correspondant

7. Dégrèvement physique

Dégrèvement 100% des bénéfices réinvestis au sein des entreprises totalement exportations sans min d'impôt.

7. Dégrèvement financier

- Dégrèvement 100% souscriptions entreprises développement régional sans min impôt
- Dégrèvement financier 100% souscription agriculture et pêche, première transformation et services liés sans min d'impôt
- Dégrèvement 100% souscription sociétés totalement exportations avec min d'impôt réduit à 15%
- Dégrèvement 100% souscription secteurs prioritaires avec min d'impôt réduit à 15%

8. Extension

- Amortissement additionnel de 30% au titre des équipements de production

Incitations fiscales au profit des PME

- Secteurs d'activité : industries manufacturières + TIC + énergies renouvelables
- Cout d'investissement : inférieur à 15 MD
- Nombre d'emplois permanents entre 10 et 30 emplois avec un taux d'encadrement minimum de 30 %

1. Incitations fiscales à accorder

Abattement de 10 points au niveau du taux de l'IS pour les sociétés (par exemple de 25 % à 15 %) ou déduction de 40% de l'assiette imposable pour les personnes physiques et ce au titre de l'année durant laquelle l'entreprise :

- Réalise une augmentation de son chiffre d'affaires de 30 % minimum par rapport à l'année précédente.
- Réalise des recrutements supplémentaires permanents de 5 personnes au moins dont au moins 3 parmi les diplômés de l'enseignement supérieur

Autres incitations

- Subvention des hydrocarbures
- Des subventions spécifiques au secteur agricole
- Prise en charge des cotisations sociales pour les nouveaux promoteurs

Les politiques actives d'emplois

1- Les programmes des chantiers et de développement régional (Chantiers Nationaux, Chantiers Régionaux, Programme Régional de Développement, Programme de Développement Rural Intégré, Programme de Développement Urbain Intégré) :

Avantages : assurer un revenu minimal de subsistance par le travail aux bénéficiaires et à leur famille

2- Les programmes d'aide au recrutement dans les entreprises du secteur privé (Prise en Charge de 50% du salaire = PC 50%, prise en charge par l'Etat de la contribution patronale au régime de sécurité sociale) :

Avantages : prise en charge par l'Etat d'une part du salaire (50% dans la limite de 250 dinars par mois) pour une période de 12 mois et / ou des charges sociales pour une période de 7 ans (de manière dégressive de 100% à 25 %).

3- Les programmes d'appui à l'insertion des jeunes (Stage d'Initiation à la Vie Professionnelle = SIVP, Contrat d'Insertion des Diplômés d'enseignement Supérieur = CIDES, Service Civil Volontaire = SCV, Contrat Emploi Solidarité = CES, Contrat d'Adaptation et d'Insertion Professionnelle pour les non diplômés = CAIP, Contrat de Réinsertion dans la vie Active pour les travailleurs licenciés = CRVA) :

Avantages : bourse mensuelle variant de 80 dinars à 250 dinars, selon le profil et le programme, avec prise en charge de la couverture sociale par l'Etat.

4- Les programmes de formation-adaptation, de formation-insertion et de formation-reconversion en TIC ou en langues:

Avantages : formation payante (100 dinars) pour une période pouvant aller jusqu'à 580 heures (selon le programme).

5- Le Programme d'Accompagnement des Promoteurs de Petites Entreprises (PAPPE) :

Avantages : stage pratique en entreprise de 12 mois + formation et assistance gratuite pour une période pouvant aller jusqu'à 720 heures + bourse mensuelle pendant la période de formation ou de stage de 150 dinars.

Merci de votre attention